

# Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

**SAMEDI 21 JUIN 1980** 

N° 75

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruc tion de la IVéme Internationale.

> **ANTILLES: 2F** FRANCE: 3F

### Editoria

#### FACE AUX AGRESSIONS DU POUVOIR COLONIAL: S'ORGANISER **POUR SE DEFENDRE!**

Les agressions répétées des gardes-mobiles contre les camionneurs de la SOTRAM-CA en Martinique ou contre les dockers du port de Fort-de-France, l'attaque de la manifestation du vendredi 13 juin par les policiers et les gardes-mobiles, le quadrillage militaire de Grand-Bourg de Marie-Galante par les troupes de répression co-Ioniales survenant après les attaques des gardes-mobiles contre la jeunesse mariegalantaise, tous ces évènements sont révélateurs de l'attitude de l'administration coloniale aux Antilles depuis quelques mois.

Cette administration (ministre, préfets, responsables de l'armée et de la police) tient à montrer qu'elle ne tolère en aucune manière que les travailleurs s'organisent et se battent actuellement aux Antilles. La préfecture mène une politique délibérée qui consiste à intimider, menacer et réprimer les travailleurs et la population en lutte aux Antilles.

Dans ces conditions, les travailleurs doi vent dès maintenant se préparer à défendre par tous les moyens à leur disposition, leurs droits. Pour cela, il est nécessaire que les travailleurs commencent à s'auto-défendre. Puisque dans tous les cas, même quand il s'agit d'une simple grève, même quand il s'agit d'une manifestation pacifique, l'administration coloniale met en branle ses gardes-mobiles et ses flics, il faut s'organiser pour protéger sa grève, pour protéger les manifestations.

Que dans les entreprises, sur les chantiers, dans les champs, les travailleurs s'organise sent pour se protéger contre les multiples provocations policières est absolument lé-

Et qu'on ne vienne pas parler de «légalité» : c'est l'administration coloniale ellemême qui bafoue à chaque pas, à chaque minute sa propre légalité. Où est la légalité quand une manifestation pacifique comme celle de Fort-de-France est agressée par une horde de gardes-mobiles ou de policiers ? Où est la légalité quand on sait que la seule utilisation des portiques sur le port de Fortde-France mettra au chômage plus de 1500 dockers de toute catégorie ? Quelle légalité quand on ferme les usines à sucre en Guadeloupe et en Martinique en licenciant des milliers de travailleurs? Ou encore quand un seul propriétaire comme la SIS a pu accumuler des milliers d'hectares de terres alors que les ouvriers agricoles et les petits paysans doivent affronter des dizaines et des dizaines de CRS, gardes-mobiles ou gendarmes quand ils veulent prendre possession de 10 ares de terres ? Où est la légalité quand, comme cela se passe à Grand-Bourg, l'administration préfectorale couvre quand elle ne les organise pas les coups de force et le brigandage électoral des politiciens de droite!

Suite page 4

# MARIE-GALANTE

# IL EST TEMPS DE S'OPPOSER A LA SAUVAGERIE COLONIALE

L'arbitraire et la barbarie coloniale se sont donné libre cours à Grand-Bourg de Marie-Galante, lundi 17 juin. Trois personnes ont été arrêtées, et une quinzaine auraient été blessées, lors des affrontements avec les forces de l'ordre. Ces évènements sont en fait la sui-

te des élections cantonales partielles qui s'étaient déroulées la veille, et à l'issue desquelles Etzol l'avait emporté sur Jean Girard par 1093 voix contre 987. La précédente élection d'Etzol avait en effet été annulée, comme de coutume, pour fraude électorale. Il n'avait alors

été déclaré élu que grâce au sous-préfet Renard, qui était venu à minuit le proclamer conseiller général, malgré l'absence de plusieurs procès-verbaux. On comprend dès lors la colère et la défiance des Marie-Galantais devant un Suite page 4

# Capesterre: l'administration recule. La détermination des occupants a payé

Les occupants de terres de Capesterre ont fait reculer les possédants et l'administration.

Après une entrevue très houleuse à la Préfecture, un compromis était signé entre le Comité d'occupation, la préfecture et la municipalité de Capesterre:

L'accord en question prévoit que les terres de Marquisat resteront aux occupants. Ceuxci devront établir la liste des bénéficiaires de lots de terre. Cette liste devra être déposée en Mairie où théoriquement une enquête devra être faite par la Mairie sur les occupants bénéficiaires, de façon à vérifier (sans doute) que de gros propriétaires ne se sont pas glissés dans leurs rangs ou que des fonctionnaires ne cherchent pas ainsi à avoir un lotissement pour y poser leur villa!

La concession qui a été faite à la Préfecture c'est d'annoncer que le Comité suspendait l'occupation des terres jusqu'à l'établissement définitif des listes d'occupants.

Mais sur le plan pratique, cela n'a pas changé grand chose. La signature de l'accord avec la préfecture est importante en ce sens que une nouvelle fois a été reconnu le droit des travailleurs à obtenir des terres pour faire face à la faiblesse de leurs salaires. Aux chômeurs, a été reconnu le droit de disposer eux aussi de terres pour vivre.

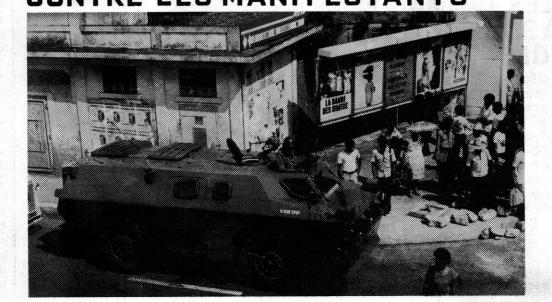


Finalement, la préfecture reconnait encore que ce problème des terres est réel mais la dépasse. Car aussitôt après avoir traité avec le Comité de Capesterre, la préfecture laissait le Maire de Sainte-Rose se débrouiller avec «ses» occupants.

Aujourd'hui après l'annonce que la terre était

libérée, c'est la joie et la fierté qui se disputent sur les visages. Ceux qui avaient manifesté leurs doutes ou leur hostilité reconnaissaient aujourd' hui que les occupants avaient raison. Et timidement, certains, chaque jour plus nombreux, viennent entendre ce que dit le Comité. Pour Suite page 4

MARTINIQUE: LA GREVE GENERALE DU 13 JUIN: **ASSAUT DES FORCES ARMEES** CONTRE LES MANIFESTANTS



La grève générale à l'appel du comité de coordination des organisations syndicales a été avant tout marquée par les actes de répression des policiers et des gardes-mobiles.

Peu préparé, le mouvement a été peu suivi en général sauf dans quelques secteurs particuliers comme l'EDF où la grève a été particulièrement remarquée car les coupures de courant ont été assez longues.

Dans le cortège, fort d'un millier de personnes on remarquait entre autres les groupes de travailleurs de Colson, de la Santé et surtout les secteurs en lutte, c'est-à-dire les dockers et les camionneurs. Les slogans les plus répétés dans la manifestation étaient «retrait des forces de répression» «liberté la caille nou».

Alors que vers 13 heures le cortège avait regagné la Maison des Syndicats, les gardes-mobiles ont assailli la queue du cortège et ont lancé des grenades lacrymogènes au carrefour

# A BAS LA REPRESSION SYNDICALE!

AUX NOUVELLES-GALERIES : REPRESSION CONTRE LES GREVISTES,

MAIS LA GREVE CONTINUE.

La grève des employés des Nouvelles-Galeries se poursuit. Jouandon, le directeur n'entend toujours pas reprendre le travailleur licencié. Il a même tenté d'utiliser des jaunes pour emmener du magasin certaines marchandises. Face à cela, les employés qui chaque jour sont présents ont décidé de barrer les entrées. Cela a suffi pour que Jouandon porte plainte contre le travailleur licencié pour vol, mais également contre d'autres employés pour complicité de vol et atteinte à la liberté du travail.

C'est le mardi 17 juin que l'affaire passa devant le tribunal. Les employés des Nouvelles-Galeries sont loin de se laisser intimider par de tels procédés. Bien au contraire, le comportement répressif de Jouandon n'a fait que renforcer leur détermination à se battre pour la réintégration de leur camarade.

A LA SIG

Lundi 16 juin, près d'une vingtaine de travailleurs de la SIG étaient convoqués au tribunal pour «les

nécessités d'une enquête judiciaire». Il s'agissait de la phase finale d'une enquête qui dure depuis la fin de la grève de la SIG il y a près d'un an, pour tenter de prouver que les travailleurs de la SIG avaient séquestré le conseil d'administration la veille de la grève

C'est en effet sous l'accusation de «séquestration» du conseil d'administration que les délégués de la FTG, de la CGT ont été licenciés et que d'autres sont menacés de l'être. C'est sous l'accusation de «faute lourde» qu'ils ont pu être licenciés sans aucune indemnité...

Depuis un an, la direction et la justice (la justice coloniale, la justice des patrons) n'ont de cesse de tracasser femmes de ménage et travailleurs de la SIG. Un grand nombre de travailleurs sont continuellement convoqués à la police, chez le juge d'instruction pour y être interrogés sur les faits concernants cette prétendue «séquestration». L'acharnement et le zèle que la direction de la SIG et la justice mettent à poursuivre les travailleurs montrent à quel point ils veulent faire payer le plus cher possible aux travailleurs la grande grève qu'ils ont menée l'année dernière

Mais les travailleurs font face à toutes ces tracasseries judiciaires en resserrant leurs rangs. Lundi même, une réunion a rassemblé plus d'une dizaine de

travailleurs parmi ceux qui étaient convoqués au tribunal et une réunion intersyndicale SIG a été annoncée pour jeudi 19, afin d'envisager les formes d'action et de protestation contre la répression judiciaire dont sont victimes les travailleurs de la SIG.

#### BEAUPORT : LES PATRONS VEULENT REPRIMER.

C'est le mardi 17 juin que les responsables syndicaux de l'usine Beauport ont à nouveau comparu devant le tribunal d'appel de Basse-Terre.

Les capitalistes de Beauport leur reprochent d'avoir au cours d'une action de grève en décembre 1977, empêché le PDG de fuir par la petite porte alors qu'il était attendu pour discuter du licenciement de 19 travailleurs. Les capitalistes de Beau port n'ont toujours pas digéré d'avoir été obligés d'annuler leur plan de licenciement.

Alors aujourd'hui, trois ans après ils s'en souviennent encore, et veulent prendre leur revanche en tentant de faire condamner des responsables syndicaux.

Mais ceux de Beauport ne sont pas prêts d'admettre aucune condamnation. C'est pourquoi ils ont à nouveau fait grève le mardi 17 juin.

# QUAND LES DIRIGEANTS DE L'UTA-UPLG VIENNENT JOUER LES GENDARMES



Conodor : une vue sur les terres occupées

Vendredi 13 au soir, à Conodor (Ste-Rose) un groupe de militants et de sympathisants de l'UTA, conduit par des dirigeants nationalistes, ex-membres du GONG et liés à l'UPLG, s'en est pris violemment à notre camarade L. Dahomay qui soutient l'action d'occupation des travailleurs de la région. Ils l'entourèrent, et lui lancèrent toutes sortes d'invectives, de menaces, d'injures, lui promettant même des coups. Ils s'en prirent ensuite aux travailleurs occupant Conodor. La raison de cette hargne et de cette violence verbale réside dans l'oppo sition qu'ont les dirigeants nationalistes de l'UTA au mouvement d'occupation des terres à Conodor. En réalité, ces gens ne peuvent supporter qu'un mouvement se déclenche et s'organise en dehors de leur contrôle et ils ne peuvent supporter de voir les travailleurs s'organiser eux-mêmes et agir selon leurs propres in-

Et c'est effectivement ce qui s'est passé à Conodor où les travailleurs ont créé eux-mêmes un comité d'occupation pour occuper et séparer les 11 ha de terres de Conodor et où ils s'occupent eux-mêmes effectivement de leurs propres affaires.

Une fois de plus, les dirigeants de l'UTA, tout comme leurs camarades du SGEG tentent d'intimider tous ceux qui ne suivent pas au doigt

**ELECTIONS CANTONALES DU MOULE:** 

L'ABSTENTION MASSIVE

et à l'œil leurs directives ; ils utilisent l'injure, la calomnie, ou carrément les coups, comme ceux qui ont été assénés aux journalistes du «Journal Guadeloupéen». Mais l'autre soir, ces forts en gueule n'ont pu intimider ni notre camarade, ni les occupants de Conodor. Le lendemain d'ailleurs ces derniers ont organisé un meeting de protestation contre la «descente» des dirigeants de l'UTA. Au cours du meeting de nombreux travailleurs ont dénoncé les agissements de la direction de l'UTA qui les avait aussi menacés de les déloger et de détruire les «carbets» construits sur les lots. De nombreux travailleurs déclarèrent que de toutes façons, ils étaient prêts à défendre coûte que coûte leur lopin de terre occupé et à rendre coup pour coup à tous ceux qui viendraient désorganiser leur mouvement.

Nous publions un tract du Comité d'Occupation des terres de Conodor.

EST-CE QUE LES DIRIGEANTS DE L'U.T.A. CHERCHENT LA DIVISION ET LA DISCORDE ?

Vendredi après-midi, quelques travailleurs

TRADUIT

de l'UTA ont débarqué à Conodor, près du terrain que nous occupons. Ils étaient mécontents et nous ont reproché d'avoir occupé des terres.

Ils firent une prise de parole au cours de laquelle leurs dirigeants dénoncèrent notre action. Pour ces dirigeants de l'UTA, nous ne devrions pas occuper les terres de Conodor parce que celles-ci sont réservées à la culture de la canne.

Ils nous reprochèrent aussi de ne les avoir pas consultés pour organiser notre action.

Pourquoi tant d'hostilité de la part des dirigeants de l'UTA à notre égard ?

L'action que nous menons est une action juste. Les terres que nous avons occupées appartiennent à une grosse société capitaliste : la SAG, et cette société possède plusieurs hectares plantés en canne.

Ce n'est certainement pas notre action qui démantèlera l'industrie sucrière comme veulent nous faire croire les dirigeants de l'UTA. D'ailleurs, depuis deux ans, les terres que nous occupons ne sont pas entretenues par l'usine. Elles ont été envahies par les herbes Guiné.

Depuis l'occupation, nous n'avons vu ni gardes-mobiles, ni gendarmes, ni les représentants de la SAG. La seule hostilité à notre égard qui s'est manifestée pour l'instant est celle de

Les dirigeants de l'UTA se rendent-ils compte qu'ils mènent une action qui ne peut que favoriser l'administration coloniale et les patrons? Cherchent-ils la division entre nous travailleurs?

Parmi nous, il y a des ouvriers agricoles qui pour la plupart sont syndiqués à l'UTA, des chômeurs, des petits artisans et des petits agriculteurs. C'est nous qui avons décidé de prendre ces terres et personne d'autre à notre place.

Le comité d'occupation que nous avons élu est la seule direction que nous reconnaissons et à laquelle nous faisons confiance.

Travailleurs de Sainte-Rose vous devez soutenir notre action qui est une action juste. Les terres de Conodor ce sont nos terres. Nous nous battrons jusqu'au bout pour les défendre.

NOUS VAINCRONS!

# LE DESINTERET

DE LA POPULATION

Dimanche 15 juin, les électeurs du 1er canton du Moule étaient appelés à voter pour élire leur conseiller général.

Dimanche 15 juin, les électeurs du 1er canton du Moule étaient appelés à voter pour part cel

Il n'y a pas eu de candidat élu au 1er tour. Florent Girard qui se présentait sous l'étiquette du Rassemblement Démocratique Anticolonialiste du Peuple du Moule, est en ballotage favorable avec 968 voix contre 636 à Manicom.

La leçon essentielle qu'il faut tirer de ces élections, c'est le taux très élevé des abstentions, soit 68%. Ce chiffre traduit le profond désintéressement des électeurs du 1er canton vis-à-vis de la consultation qui vient de se dérouler. Désintéressement dû aux mœurs po-

litiques qui sévissent au Moule, entretenues en particulier par les 2 clans rivaux, d'une part celui de la municipalité en place dirigée par le Dr Beaujean, d'autre part celui qui est dirigé par Florent Girard.

Dans la guerre que se livrent les partisans des uns et des autres, agressions physiques, injures grossières, fraude lors des élections, pressions de toute sorte sur les électeurs tiennent lieu d'argumentation politique.

Notre tendance qui a participé à cette compétition électorale a recueilli une dizaine de voix. C'est que nous avons aussi subiles conséquences de cette faible participation. Cependant, tout au cours de cette cam-

pagne nous avons eu l'occasion de nous adresser aux différentes couches sociales de la population moulienne qui subissent les méfaits du système colonial, en particulier les petits paysans sans terre, ou possédant un petit lopin qui ne leur permet pas de vivre de leur travail, les ouvriers agricoles qui sont les premières victimes de la fermeture des usines, les artisans et les petits commerçants qui étouffent du fait de la concurrence des grandes surfaces. Enfin parmi toutes ces candidatures, 6 au total, le candidat de Combat Ouvrier a été le seul à exprimer le point de vue des travailleurs.

### LES NOUVEAUX CHOMEURS DIPLOMES

C'est bien une trenlainc de candidats qui viennent de subir avec succès la 2ème session du diplôme d'état d'infirmières.

Après 28 mois passés à l'école dans l'anxiété, la crispation et dans l'incertitude, on aurait pu s'attendre au moins à une petite expression de joie sur les visages, à la suite des résultats. Eh bien non! Le succès n'a pas suffi à chasser l'anxiété des nouveaux diplômés; anxiété due à la grosse incertitude qui règne quant à la possibilité pour eux de trouver une embauche. Selon les affirmations de la direction, ils ne pourront pas être embauchés du fait du manque de postes budgétaires en quantité suffisante.

En effet, la politique des restrictions budgétaires mise sur pied par le gouvernement frappe de plein fouet la formation de nouveaux infirmiers. Cette politique, elle a été décidée à plus de 7000 km d'ici, sans même consulter la population sur les besoins réels en matière de santé.

Et c'est tout le monde qui en supporte les conséquences : le personnel car les conditions de travail empirent ; les malades, car la qualité des soins qui leur sont dispensés se dégradent, et les nouveaux infirmiers , parce qu'ils n'arrivent pas à trouver un emploi. C'est donc un problème général qui concerne l'ensemble des travailleurs de l'hôpital.

# UN BALLON QUI SE DEGONFLE

Au fur et à mesure que les informations se font plus précises, l'on s'aperçoit que la réforme foncière annoncée à grand fracas par l'administration ne sera en définitive qu'un vaste bluff. Ainsi au lieu des 10.000 hectares prévus ce ne sont aux dernières nouvelles que 5572 hectares qui seront répartis.

Pas uniquement par lots de 10 hectares aux jeunes agriculteurs de moins de 35 ans (il faudrait du reste les trouver), mais par lots de plus de 100 hectares à de gros propriétaires fonciers ou à d'autres sociétés capitalistes.

M. Charles Simonnet à lui seul, serait preneur d'au moins 800 hectares dans la région de Ste-Rose Lamentin. Il aurait préféré les terres de cette région à celles qu'on lui offrait initialement dans la commune de Petit-Bourg. Finalement c'est à la Compagnie Fruitière que reviendraient les terres à distribuer dans le cadre de la réforme dans cette région.

Et après que la Fruitière se sera servie il ne restera en tout et pour tout que 39 hectares à répartir aux agriculteurs de Petit-Bourg. Par lots de 10 hectares ce ne sont que 3 à 4 agri culteurs qui pourront bénéficier de la réforme.

L'administration coloniale et Dijoud en tête se moquent ouvertement des agriculteurs et de des travailleurs de la terre de la Guadeloupe.

Leur soi-disant réforme foncière n'est en réalité qu'un transfert des terres des mains de certains capitalistes à d'autres capitalistes.

Les grands bénéficiaires de cette réforme foncière sont d'ores et déjà connus : ils ont pour nom Simonnet et la Compagnie Fruitière en particulier. Pour mieux masquer cette farce baptisée réforme foncière, peut-être l'administration accordera-t-elle quelques hectares par ci par là à quelques agriculteurs. Mais en aucune façon ce ne sont ces derniers qui profiteront d'une telle réforme. De toute manière, il faudra aux heureux élus débourser, dès le départ, plusieurs millions de centimes pour l'achat des terres, avant même de commencer à les cultiver. Laisser croire aux travailleurs de la terre, comme l'a fait Mounien, dirigeant de l'UGTG que cette réforme contient des éléments posi tifs, c'est tout simplement entretenir chez eux des illusions néfastes à leurs intérêts.

Agriculteurs, Petits Planteurs, Colons, n'ont rien à attendre de cette réforme foncière.

Comme ceux de Capesterre et de Conodor, c'est à la saisie des terres de la SAG, de la SIS et des grands propriétaires qu'ils doivent dès à présent procéder.

Les capitalistes et l'administration coloniale trompent délibérément les travailleurs de la terre en appelant réforme foncière une opération favorable aux seuls capitalistes, aux agriculteurs à déjouer leur manœuvre en occupant les grands domaines et en y cultivant ce qu'eux mêmes décideront.

### LA GREVE DES DOCKERS: RIPOSTE | LES TRAVAILLEURS DE L'EMIGRATION AUX TENTATIVES DE LICENCIEMENT



Les dockers sont venus en masse pour protester contre la répression

L'un des points essentiels de désaccord entre les dockers et la Chambre de Commerce concerne l'emploi : outre la réduction de l'effectif à 230 dockers, au lieu des plus de 2.000 personnes travaillant sur le port, il est prévu de bloquer cet effectif, et donc de ne pas embaucher de nouveaux dockers. Cette disposition est perçue par les travailleurs comme une manière de supprimer la profession.

En effet, la moyenr d'age des dockers professionnels est de 54 a ! Celle des occasionnels classés est d'environ 40 ans. Quant aux occasionnels sans carte elle est bien plus basse. Donc en éliminant ces deux dernières catégories, la Chambre de Commerce dirigée par Cottrell veut à terme affaiblir la profession puisque dans un premier temps elle ne serait composée que de travailleurs âgés.

Et devant les résistances des dockers, la tactique employée est révélatrice : on fait appel systématiquement aux briseurs de grève, comme cela a été le cas lundi 9 et mardi 10 ! C'est une manière de ne pas appliquer la convention aux travailleurs du port! Ainsi se retrouveraient supprimés les avantages concédés par les patrons après des années de luttes ouvrières sur le port. Si cette pratique venait à être généralisée, ce serait par un autre biais parvenir au résultat souhaité : briser la résistance de toute une catégorie de travailleurs dont la combativité gêne les magnats de l'import-export.

# SOLIDAIRES DE CEUX QUI LUTTENT EN MARTINIQUE ET EN GUADELOUPE

Ni la radio, ni la télévision, ni les journaux ne font, en France, état des luttes qui se mènent aujourd'hui aux Antilles. Quelques mots à FR3 sur le «blocage du port de Fortde-France». Mais rien sur les occupations de terres en Martinique et en Guadeloupe. Et encore moins sur les déploiements de troupes de répression dans les deux iles et les violences contre les grévistes de Fort-de-

Dans l'émigration, notre tendance Combat Ouvrier a organisé plusieurs réunions au cours desquelles des travailleurs ont manifesté la volonté d'exprimer leur solidarité avec ceux de Martinique et de Guadeloupe qui se battent aujourd'hui : les dockers et camionneurs de Fort-de-France, les ouvriers agricoles et jeunes chômeurs qui occupent des terres à Capesterre et à Sainte-Rose et les paysans qui luttent pour le maintien de la culture de la canne à Sainte-Rose.

La solidarité peut consister d'abord à briser le mur du silence en informant par des tracts, des discussions, nos camarades de travail antillais et français. Cette action devra s'amplifier, se traduire par des rassemblements, manifestations de travailleurs de l'émigration:

De tels mouvements seraient en effet une bonne riposte au gouvernement français. Il saurait qu'il ne peut impunément réprimer les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique. Il verrait qu'en France on conteste même sa politique qui consiste à envoyer les gardes-mobiles dès que des revendications sont avancées par des exploités de ses colo-

Une action dans l'émigration fera également savoir à ceux qui luttent aux Antilles qu'ils ont, en France, des alliés, les travailleurs de l'émigration.

#### MARTINIQUE

#### ROBERT: **GARDES MOBILES ET MUNICIPALITE CONTRE LES** TRAVAILLEURS **EN LUTTE**

Les employés municipaux du Robert ont fait 24 heures de grève le jeudi 12 juin. Ils réclamaient notamment la titularisation des auxiliaires et pour appuyer leurs revendications, ils ont défilé dans les rues de la commune.

Pour briser le mouvement, le maire et ses adjoints ont eu recours aux pressions et aux menaces contre les grévistes : multiples rondes dans les rues du Robert afin de repérer les éventuels grévistes, interpellations directes pour intimider les hésitants, bref, Stéphanie et ses acolytes étaient vraiment sur le pied de guerre ce jour-là.

Mais se doutant que les agissements de Stéphanie, Lucien et autres Boutant ne suffiraient pas, voilà qu'en renfort il y avait dans la journée du jeudi une quarantaine de gardes-mobiles tapis à la gendarmerie, venus sans doute prêter main-forte à l'équipe municipale réactionnaire.

Voila donc en quelle compagnie se sont trouvés le maire et les conseillers municipaux les plus acharnés du Robert : dans la compagnie d'experts en répression coloniale, de mercenaires prêts à tout dès qu'il s'agit de réprimer les travailleurs.

Stéphanie et Lucien comptent sans doute sur ces sinistres individus pour les protéger. Mais qu'ils prennent garde : même les chiens de garde les plus féroces peuvent être pris en défaut. Leur compère Emile Maurice en sait quelque chose : les centaines de gardesmobiles et de policiers patrouillant dans les rues de Fort-de-France ne l'ont pas empêché de sentir de très près la colère des 3 ou 4 travailleurs qui l'ont abordé au conseil général.

## ECHOS DE LA GREVE DU 13 JUIN DANS QUELQUES ENTREPRISES

CENTRE HOSPITALIER DE F-DE-F LA GREVE DU 13: PEU NOMBREUX MAIS DECIDES!

La grève du 13 aura vu les hospitaliers dans la rue. Si nous n'étions pas très nombreux à défiler, c'est par contre avec détermination et énergie que nous avons exprimé notre colère contre la répression coloniale.

Mais le problème de la répression, avec la présence massive des gardes-mobiles et leurs interventions répétées, ne touche pas seulement les dockers et les camionneurs. Ce sont tous les travailleurs qui sont concernés, ce sont les droits et les libertés de tous qui sont menacés. Demain nous travailleurs hospitaliers pourrons nous retrouver face à cette ré-

C'est pourquoi il nous faudra aussi participer massivement à toutes les actions qui seront entreprises contre la répression.

#### **BATIMENT - CHATEAU-BOEUF** QUILLERY CLEREMPUY: LES **OUVRIERS SOLIDAIRES POUR** RIPOSTER CONTRE LA REPRESSION

Vendredi 13 juin, tout de suite après l'agression des gardes-mobiles contre la manifestation des travailleurs à F-de-F, deux ouvriers sont allés sur le chantier de Chateau Bœuf

donner la nouvelle.

Ils ont dit avec quelle arrogance, les flics ont mitraillé la maison des syndicats de grenades lacrymogènes et frappé à coups de «boutous» les travailleurs en lutte.

Et ce qui fut significatif, c'est que bien qu'ayant été appelés à une réunion pour le mardi 17, les ouvriers ont tout de suite exprimé leur volonté d'arrêter le travail en signe de protestation.

C'est là un bel exemple de combativité!

#### CAISSE D'ALLOCATIONS **FAMILIALES**

#### LE SYNDICAT CGTM CONTRE LA GREVE DU VENDREDI 13

Il est des moments où l'intransigeance se confond avec la passivité. Et c'est bien à notre avis ce qui caractérise la position du syndicat CGTM de la CAF.

Se proposant pour des actions dures, ce syn. dicat, fut le premier à se prononcer... en paroles, pour riposter contre la répression. Mais voilà, qu'au moment d'agir, les «penseurs» de la CAF, estiment ne pas être satisfaits par la durée trop courte de la grève (24H).

De plus, usant de méthodes anti-démocratiques, ce n'est que la veille du mouvement qu'ils ont daigné réunir en assemblée générale les travailleurs pour leur demander leur avis. Ce qui

n'était que pure forme, puisque cela ne changeait rien à rien, le syndicat ayant décidé par avance sa position, n'offrait aucune possibilité de mobilisation aux travailleurs.

Mais cela méritait une réaction. Et certains travailleurs n'ont pas caché leur désenchantement devant une telle attitude, qui revient en fait à se désolidariser des autres travailleurs en lutte . Passant outre les directives des «penseurs révolutionnaires» du syndicat, ils se sont d'eux-mêmes mis en grève ce jour là.

#### SECURITE SOCIALE VENDREDI 13, UNE JOURNEE DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION.

Bien que nous n'ayons pas tous été en grève il fut tout de même réconfortant qu'une bonne fraction des travailleurs de la Caisse aient arrêté le travail, ce jour-là. Il fut noté entre autres le vide complet de l'Informatique, et celui presqu'aussi complet de l'AVA. Et cela est très encourageant.

Ce vendredi 13, fut donc «jour de chance» pour tous ceux qui veulent le départ des gardes-mobiles, le respect des libertés démocratiques, et la levée des menaces sur le droit de

Et c'est précisément cela que nous scandions ce vendredi 13, aux côtés des autres travailleurs.

#### **BATIMENT - MARTINIQUE NORD-FRANCE:**

#### LE PATRON SIFFLE, LES GENDARMES ACCOURENT

Suite à une prise de parole, sur le chantier à propos des évènements de F-de-F, prise de parole qui réunit une centaine d'ouvriers venus écouter les faits, les deux intervenants, en rebroussant chemin, se sont vus barrer la route par des gendarmes.

Ces gendarmes demandèrent alors aux deux ouvriers de décliner leur identité sous prétexte qu'«ils n'ont pas à être sur le chantier, puisqu'ils... n'ont pas de casque !»

N'étant ni ouvriers, ni casqués on se deman dait bien ce que ces gendarmes faisaient là!

#### ANTILLES-GLACE GENDARMES ET BEKE MAIN DANS LA MAIN

Le mardi 10, deux militants de notre tendance diffusaient un tract général sur la vie des entreprises et un autre sur une manifestation pour le mercredi 11, appelée par le Front contre la répression.

Et c'est pendant qu'ils discutaient avec les ouvriers devant le batiment central de l'usine Antilles-Glace que s'amena le fils du patron de l'usine, Despointes.

Et avec l'arrogance qui caractérise le personnage, voilà qu'il intime l'ordre à nos camarades de quitter les lieux.

Mais ce monsieur dut constater que nos camarades ne se laissaient pas impressionner : ils continuerent à discuter avec les travailleurs.

C'est alors, que ce patron fit ce que font de plus en plus les patrons de ce pays en ces occasions : il appela les gendarmes, qui arrivèrent bien après que nos camarades aient diffusé leurs tracts et tenu leur prise de parole pour dénoncer justement les provocations policiè-

#### CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P UN TRAVAIL INACHEVE...

Dans le journal de la direction, «le trait d'union», Mme LOUIS vient de publier des statistiques sur «l'absentéisme à l'hôpital». Selon ses dires, le nombre de jours d'absence par agent serait au total 23,2 et elle conclut : «sur le plan budgétaire, il faudrait rémunérer 6 agents en moyenne pour assurer un poste 24 heures sur 24».

Voila un travail intéressant!

Mais au lieu de s'en arrêter là, elle devrait calculer le nombre d'agents qui, à l'hôpital, font le travail de 2 ou de plusieurs.

Elle devrait aussi signaler dans quelles conditions nous travaillons toute une année avant

d'avoir un mois de congé et le nombre d'agents qui sont actuellement en congé annuel et qui ne sont pas remplacés.

Nous lui proposons de calculer encore le pourcentage d'absentéisme des membres de la direction et de certains médecins.

Enfin, tous ces exemples montrent bien que la direction aurait du pain sur la planche si elle décidait de finir son étude statistique.

Et d'ailleurs cela lui permettrait de complèter son tableau et nous pourrions mieux comparer les chiffres.

#### **CHFF** ÇA LUI A CLOS LE BEC!

Lors d'une assemblée générale de l'Union Hospitalière, le directeur du CHFF déclarait que «pour le centre, ça peut aller», il pourrait tenir encore pour les 6 mois qui restent avec les fonds existants...

Soit, mais ce qu'il n'a pas dit et que fort jus. tement lui a fait remarquer un délégué de la CGTM, c'est qu'en ne remplaçant pas le personnel, en n'ayant pas les médicaments nécessaires, ni les denrées, ni les ingrédients, ni les aliments suffisants etc... bien sûr on peut tenir ainsi éternellement!

Cette déclaration du délégué eut pour effet de rabattre le caquet de notre administrateur vantard qui se trouva du coup muet!

#### **BATIMENT MARTINIQUE SOBA: L'OUVRIER MECANICIEN** REINTEGRE!

Nous dénoncions la fois dernière, la mise à pied d'un ouvrier avec la menace d'une sanction plus grave, parce qu'il avait refusé d'exécuter une tâche qui n'était pas de sa compé-

Devant cette sanction, les ouvriers étaient tout de suite entrés en grève pour exiger la levée immédiate de la sanction, et par ailleurs, le paiement du 13ème mois, ainsi que le paiement des jours de grève.

Devant ce durcissement des travailleurs qui n'entendaient pas se laisser faire, le patron de la SOBA a préféré faire machine arrière, et réintégrer tout de suite l'ouvrier.

#### SOCALTRA:

#### UN PETIT CHEF EN QUETE DE PROMOTION

Le représentant patronal noir a bien fait son «travail» : en effet, il a répété fidèlement les paroles de REIN et dit que les ouvriers travaillant sur le bac de la Sara devraient être des «sacrifiés».

Nous ne doutons pas de la bonne volonté que mettait ce monsieur à faire des «sacrifices» si le patron le lui demandait... Mais quant à nous, c'est une autre histoire!

# OCCUPATION DE CONO



Depuis plus d'une semaine, les travailleurs de Conodor (Sainte-Rose) occupent les terres de la SAG. Ils sont plus d'une soixantaine d'occupants possèdant chacun 1000m²

Le terrain occupé a été totalement transformé en quelques jours. On ne reconnait plus l'ancien terrain qui était envahi par les herbes Guinée et mal entretenu par l'usine. De nombreux petits carbets ont été construits. La plupart des occupants ont labouré leur parcelle et ce sont maintenant de nombreux jardins plantés en légumes et en racines qui s'étalent sur tout le terrain.

Un grand hangar a été construit pour les assemblées générales et les meetings. Tous les soirs, les occupants se réunissent sous le han

gar. De nombreuses discussions sont faites sur l'occupation des terres et le problème de l'agriculture en Guadeloupe.De nombreux travailleurs de la région (ouvriers agricoles, ouvriers des villes, petits paysans, petits artisans, jeunes chômeurs...) participent à ces réunions.

Jusqu'ici aucune force armée, ni aucun représentant de la SAG n'est intervenu.

Une rencontre entre une délégation du Comi té d'Occupation et le maire de Sainte-Rose est prévue pour le mercredi 18. On ne sait pas ce qu'il sortira de cette entrevue, mais l'ensemble des occupants est décidé à garder leurs terres et à imposer leurs conditions que ce soit à la Municipalité ou aux dirigeants de la SAG.

# LES 12 ET 13 JUILLET A SAINTE CLAIRE GOYAVE LA FETE de Combat Ouvrier

LES 12 ET 13 JUILLET, SUR LA **≯**PLAGE DE SAINTE-CLAIRE, SE **★TIENDRA LA PREMIERE FETE DE ★**COMBAT-OUVRIER.

Ce sera l'occasion pour tous ceux qui sympathisent avec notre tendance, travailleurs, femmes, jeunes, (et moins jeunes) de se retrouver dans une ambiance fraternelle, de s'exprimer, de se distraire.

Il y aura, bien sûr, de la musique : divers ★artistes nous ont déjà promis leur participation. On dansera au bal public organisé durant la nuit du 12 au 13.

Mais d'autres centres d'intérêt s'offriront ★à vous : ainsi, des photographes, des peintres, exposeront leurs œuvres. Une exposition d'objets africains, un stand sur l'astronomie vous seront présentés, tandis que ceux qui le voudront pourront assister à des projections de films et de diapositives.

Mais fête ne veut pas dire oubli de la réalité, de la société d'exploitation dans laquelle nous vivons : les problèmes quotidiens rencontrés par les travailleurs, leurs luttes vous seront aussi présentés.

LA FETE DE COMBAT GUVRIER \* se veut aussi la fête de la démocratie ouvrière : des forums de discussion seront organisés sur divers sujets, que ce soit sur le plan politique, où des groupes pourront défendre leur points de vue, ou sur le plan artistique ou culturel, où des écrivains ou artistes pourront eux aussi s'exprimer sur la façon dont ils con çoivent leur art, la place qu'ils lui donnent dans la société antillaise.

On pourra aussi se détendre en participant à des jeux, ou se restaurer à toute heure. Les enfants ne sont pas oubliés : un coin de jeux leur sera réservé.

Dès maintenant invitez vos amis, procurezvous les vignettes d'entrée et bons de soutien auprès de nos militants.

TOUS A SAINTE-CLAIRE GOYAVE LES 12 et 13 JUILLET!

l'instant, certains occupants font preuve d'une

### SUITE DE L'EDITORIAL S'ORGANISER POUR SE DEFENDRE

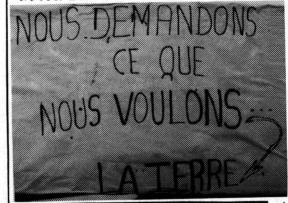
Face à cette situation, les travailleurs ont le droit et le devoir de riposter. Et en se mobilisant ils ont la force de faire reculer et l'administration coloniale qui envoie des gendarmes contre eux et les capitalistes à qui tout cela profite.

Ce sont les dockers qui déchargent les marchandises, les employés de commerce qui les mettent en vente. Ce sont les travailleurs de l'EDF qui produisent le courant qui fait marcher les entreprises de Martinique et de Guadeloupe. Ce sont les ouvriers du bâtiment qui construisent les maisons, les ouvriers agricoles qui produisent la canne, la banane ou l'ananas, les transporteurs routiers qui véhiculent les produits ou transportent les personnes aux différents coins des deux iles.

Que toute cette masse arrête le travail, qu'elle se mette en lutte, qu'elle décide de se défendre par tous les moyens, eh bien les quelques centaines de gardes-mobiles ne feront pas long feu face aux dizaines de milliers d'exploités et d'opprimés décidés à se faire entendre.

Oui, la classe ouvrière a vraiment entre les mains les possibilités de se défendre, de rendre coup pour coup et de faire reculer le pouvoir colonial. Cela dépend en fin de compte uniquement de sa volonté!

# CAPESTERRE LA DETERMINATION DES OCCUPANTS A PAYE



certaine hargne bien compréhensible à leur égard, mais peu à peu, on en vient aux explications et à la nécessité de regrouper tout le monde pour mener encore un combat : faire reconnaitre la liste du Comité par la Municipalité et attribuer des terres à tous ceux qui s'inscriraient même maintenant sur les listes dites «d'attente».

Si les travailleurs anciens occupants savent se lier avec les «nouveaux» occupants eh bien la victoire sera encore plus complète.

La lutte des occupants de terres de Capesterre n'est pas finie. Elle a permis de remporter une première phase du combat. Et c'est très important pour l'avenir. Les travailleurs qui étaient dans le mouvement et ceux qui les soutenaient, ceux qui , au sein du Comité le dirigeaient, ont fait la démonstration qu'ils étaient capables de mener à bien cette lutte et de faire reculer l'administration malgré les embuches et les répressions. Les jeunes chômeurs ont montré que lorsqu'ils luttaient de façon organisée, ils pouvaient peser lourd dans la balance. Et leur intervention a été à plusieurs reprises décisive : aussi bien lors du barrage du Pont de Géta, que lors de l'occupation de la Mairie.

Aujourd'hui les discussions prennent un autre tour, Le soir il y a toujours beaucoup de gens qui viennent autour de la tente. On discute de ce qu'on va planter, de la Réforme foncière, de la grève des ouvriers des bananeraies de Grosse-Montagne, des occupants de Conodor, de Marie-Galante...

leurs et sur les évènements qui les concernent ne faiblit pas. Et c'est bien là le signe que quelque chose a changé dans la conscience de quelques dizaines de jeunes et d'ouvriers de la région de Capesterre.

COMBAT OUVRIER

L'intérêt pour ce qui fait la vie des travail-

François ANAIS

tel sous-préfet, qui cette fois-ci était venu de puis samedi 15, accompagné d'une section de gardes-mobiles. Lorsque le dimanche 16, le sous-préfet voulut pénétrer dans le bureau de vote, il fut quelque peu bousculé et eut, paraitil, la chemise déchirée.

Quoique son «poulain» Etzol l'ait emporté, Renard ne s'estima pas satisfait, et porta plainte. Philippe Bavarday, beau-frère de Jean Girard, et Louis Bastide, commerçant, qui auraient été soi-disant reconnus parmi ceux qui s'en étaient pris à Renard, furent donc convoqués à la gendarmerie. Mais sans attendre qu'ils s'y rendent, à 6 heures du matin, les gendarmes frappèrent chez Girard (où habite aussi son beau-frère) et chez Bastide pour les ar éter. Jean Girard voulant s'opposer à ce qu'ils pénètrent chez lui, ils le frappèrent, lui mirent les menottes aux poignets et le trainèrent jusqu'à la gendarmerie ainsi que les deux autres personnes. Révoltés par ces brutalités policières, une partie de la population, notamment les jeunes, firent le siège de la gendarmerie et exigèrent la libération des 3 hommes. Les forces de répression firent alors appel a des ren forts de Pointe-à-Pitre, et voulurent réquisitionner les avions d'Air-Guadeloupe. Le per-

SUITE DE LA PAGE 1 sonnel de cette compagnie s'y opposa résolument, se déclarant prêt à se coucher devant les avions pour les empêcher de décoller. Les CRS et autres gardes-mobiles ne purent donc venir que 3 par 3 par hélicoptère, et ce n'est que vers 15 heures qu'un avion habituellement destiné au transport de marchandises fut réquisitionné et put atterrir à Grand-Bourg.

En attendant, les forces de répression tentaient de contenir les manifestants en tirant à coup de grenades lacrymogènes, et la population ripostait comme elle le pouvait à l'aide de projectiles divers.

L'évacuation de Philippe Bavarday de la gendarmerie jusqu'à l'aéroport (situé à 3 km) fut un long affrontement entre forces de répression qui entouraient la jeep et la protégeaient, et les manifestants qui s'opposaient à son avance. Les CRS continuaient d'en voyer des gaz lacrymogènes et molestèrent des passants qui n'avaient rien à voir avec toute cette affaire, en particulier un infirme venu chercher sa fille.

Malgré l'action des manifestants, Bavarday fut évacué et incarcéré à Pointe-à-Pitre, Girard avait été relâché à midi ; quant à Bastide, cet homme d'un certain âge eut une crise d'hypertension et dut être mené à l'hôpital de Grand-Bourg. Ce qui s'est passé à Grand-Bourg est inqualifiable. Une fois de plus, l'administration coloniale manifeste sa volonté de réprimer brutalement tous ceux qui s'opposent tant soit peu au système en place. La répression et ses conséquences (au moins 15 blessés) est hors de proportion avec ce qui a pu arriver à Renard.

Pour la chemise d'un complice de fraudeur, on n'a pas hésité à risquer le bain de sang à Marie-Galante.

Il est temps de s'organiser pour faire face à la répression et aux exactions de l'administration coloniale. Le mouvement ouvrier, les anti-colonialistes doivent tout mettre en œuvre pour que soient levées les inculpations, et pour que cesse la répression qui se prépare à grande échelle, semble-t-il (on parle de liste de 40 noms) contre les jeunes marie-ga-

**FORCES DE REPRESSION : HORS DE** MARIE-GALANTE!

A BAS LA REPRESSION COLONIALE!

### MARTINIQUE **GREVE GENERALE DU 13 JUIN**

de la place Stalingrad et jusque dans l'enceinte de la Maison des Syndicats! A la suite de cette agression, une dizaine de personnes ont été brûlées par les gaz lacrymogènes. Une femme étrangère à la manifestation s'est trouvée mal et a du être hospitalisée.

Face aux brutalités des policiers, certains manifestants ripostèrent avec des cailloux.

Aux protestations des syndicats, le préfet répondit avec arrogance : « Dégagez la voie et j'enlèverai mes gardes-mobiles». C'était purement et simplement une atteinte au droit de manifester et c'est ainsi que les manifestants l'ont compris. D'où la décision de manifester dès l'après-midi : la rue ne doit pas rester au préfet, à ses flics et ses gardes-mobiles.

Aussitôt une foule de plusieurs centaines de personne pent la rue et au départ de la

manifestation, «l'Internationale» jaillit de toutes les poitrines. Puis un slogan, un seul, repris sans arrêt : «Cé coumancé nou coumancé, liberté la caille nou». Les manifestants stationneront longuement devant la préfecture pendant qu'une délégation du Comité de Coordination ira exiger des excuses du préfet!

Pendant ce temps, un groupe de quelques dockers ira demander des comptes à Emile Maurice sur sa position dans la grève des dockers. Pour une fois sans garde du corps, sans flics ni gendarmes pour le protéger, le personnage était blême de peur ! Il ne reprit quelques couleurs qu'à l'arrivée de 2 cars de policiers et recouvra un peu d'assurance pour demander d'une voix encore tremblante aux responsables syndicaux des dockers de venir négocier tout de suite, mais en l'absence des

#### SUITE DE LA PAGE 1

travailleurs.

Plus tard, Emile Maurice et ses compères se répandirent en propos d'autant plus violents contre les dockers qu'ils ont eu ce jour-là un avant-goût de ce qui peut leur arriver quand les forces de répression sont prises en défaut comme ce fut le cas le vendredi 13.

En tout cas, on peut constater que la présence des gardes-mobiles, leur intervention constante avec les flics locaux contre les travailleurs en grève soulève de plus en plus de rancœurs et de haines. Loin d'intimider tout le monde, cela ne fait que renforcer encore plus la détermination de toute une fraction de la population contre les agissements des colonialistes. En semant le vent, le colonialisme ne peut que récolter la tempête.

Jacques BRUEL

Responsable de publication : G. BEAUJOUR

Adresser toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : Combat Ouvrier B.P. 145 75023 PARIS CEDEX

> Impression CIF Pointe-à-Pitre Commission paritaire N° 51728